

MICHEL WINOCK

LES ANNÉES MITTERRAND

JOURNAL POLITIQUE

1981-1995



éditions

THIERRY MARCHAISSE



© 2018 Éditions Thierry Marchaisse

Conception visuelle : Denis Couchaux

Mise en page intérieure : Anne Fragonard-Le Guen

Éditions Thierry Marchaisse

221 rue Diderot, 94300 Vincennes

www.editions-marchaisse.fr

Diffusion-Distribution : Harmonia Mundi

INTRODUCTION

« On devrait, au moins par prudence, écrivait Proust, ne jamais parler de soi, parce que c'est un sujet où on peut être sûr que la vue des autres et la nôtre ne concordent jamais. » Alors pourquoi, et sachant le « moi haïssable », je me laisse aller à publier un journal ? La première raison est mon goût pour le genre ; j'ai toujours apprécié les notations spontanées, celles de Gide ou de Martin du Gard, pour ne pas remonter aux *Choses vues* d'Hugo. Rien de composé, préparé, structuré : du pris sur le vif – contrairement aux mémoires qui n'échappent jamais à la reconstruction. Et puis, ce journal que je publie, j'aurais pu l'intituler comme Michel Tournier le sien : « journal extime ». Extime : le contraire d'intime. J'ai retenu l'adjectif « politique » : le citoyen dans la cité. Enfin, disons franchement la raison principale de cette publication : mon ami Thierry Marchaisse, dont j'admire les qualités d'éditeur et dont j'apprécie hautement le jugement, a levé mes doutes. Pendant deux ou trois ans, alors que je résistais à sa proposition, il m'a talonné, poursuivi, tarabusté et finalement convaincu de confier mes carnets à l'imprimerie. Il a accepté que j'en retranche les côtés les plus personnels, ceux de la vie privée. J'ai cru devoir en livrer seulement quelques aspects, pour préciser mon état civil : père de deux enfants, séparé de mon épouse depuis 1991, habitant Paris depuis 1979, après avoir résidé longtemps en banlieue.

La sortie du premier volume m'a rassuré, l'ami Marchaisse avait eu raison, si je puis en juger par les critiques si encourageantes qui l'ont accueilli. Parmi celles-ci, j'en retiendrai une, celle que Paul Veyne a donnée à Huffington Post :

« Je viens d'achever la lecture du Journal politique de Michel Winock, avec un sentiment que j'ai rarement eu en lisant un essai, ou même un récit historique. Je me rends compte que j'ai été très sensible à son aspect "littéraire", je veux dire à ce tour de force involontairement littéraire. C'est un roman (un roman vrai, bien sûr), mais il l'est involontairement.

» [...] Cela donne à réfléchir à la notion de littérature, et surtout à ce qui conditionne notre appréciation littéraire.

» Je crois que l'explication est la suivante, en l'occurrence : c'est intéressant parce que c'est littéraire, et c'est littéraire parce que tous les détails de ce Journal politique ont une unité sous-jacente : ils érigent un individu en TYPE littéraire. Un type littéraire nouveau, que je sache : "l'historien comme militant impossible". »

Cette dernière phrase parfaitement inattendue m'a laissé songeur. J'ai tout de même été militant, mais il est vrai que ce ne fut qu'une saison dans ma vie, les années de la guerre d'Algérie. Par la suite, et au fur et à mesure que j'entrais dans la profession d'historien, j'ai pu mesurer l'incompatibilité qui existe entre la défense d'une cause partisane et le désir du vrai, c'est-à-dire la pleine liberté de jugement. Henri-Irénée Marrou, dans son grand livre sur la *Connaissance historique*, m'a appris que l'histoire était inséparable de l'historien et que, qu'on le veuille ou non, notre recherche et nos œuvres porteront la marque de notre particularité intellectuelle, spirituelle et morale. Néanmoins, il importe justement de n'être pas prisonnier de cette singularité, grosse de préjugés, d'idées reçues, de tout le conditionnement existentiel. Or le militantisme, dont l'étymologie est *miles*, le soldat, accentue nécessairement, au lieu d'amenuiser, le préjugé.

Cela ne veut pas dire que l'historien n'a pas de convictions ; cela veut dire que ses convictions ne doivent pas l'aveugler, le distraire

des réalités qu'il ne voudrait pas voir, lui interdire de prendre en compte la complexité des choses et des êtres.

Qu'on ne s'y trompe pas néanmoins. Un journal est aussi fait d'une série de réactions qui ne sont pas forcément des modèles de pensée rationnelle et de modération. L'injustice ou l'erreur d'appréciation n'en sont pas absentes. La spontanéité est de rigueur, et l'historien est délogé parfois, ou souvent, par le citoyen de comptoir qui parle raide, sans recul, sans souci d'objectivité. Mais c'est aussi ce qui fait le caractère vivant du genre. Celui-ci est le reflet d'un temps précis. On peut être tour à tour indulgent ou sévère sur les êtres que nous côtoyons, selon des moments contradictoires. D'un tel, je peux ne pas aimer un article ou un livre, ce qui ne m'empêche pas de l'apprécier, de l'estimer, voire de l'admirer par ailleurs.

Avec mon éditeur, nous avons fixé la séquence chronologique de ce deuxième volume : le double septennat de François Mitterrand. Après *La République gaullienne*, un tel découpage s'imposait de lui-même. C'est au cours de cette période, de 1981 à 1995, que le socialisme, à l'épreuve du gouvernement, a perdu son pouvoir d'enchantement : il était bien incapable, à lui seul, de « changer la vie » ; il n'était pas apte à rompre avec le capitalisme, sa vocation première, renouvelée au Congrès d'Épinay en 1971. À vrai dire, ce ne fut pas pour moi une déception, n'ayant jamais adhéré à son utopie. Le PS était devenu sans le dire un parti social-démocrate en pratique. Curieusement, le moins socialiste des socialistes, qui présidait à l'Élysée, s'entêta jusqu'au bout à ne rien changer, rien réviser, dans les statuts et les principes de son parti. Alors qu'il lui aurait été facile de faire en sorte que, sur le modèle allemand, son parti se déclarât social-démocrate, joignant ainsi, comme l'avait suggéré à ses camarades dès la fin du XIX^e siècle Eduard Bernstein, la doctrine à la pratique. Il en résulta en France une ambiguïté continue.

Je savais gré cependant à François Mitterrand et à sa majorité d'avoir renforcé les institutions de la République dans un sens

démocratique, en démontrant que désormais l'alternance était possible, que le pouvoir politique ne serait plus confisqué par une droite éternelle. Au demeurant, les aspects monarchiques du régime n'ont pas disparu. Mitterrand qui les avait si brillamment fustigés dans son essai sur *Le Coup d'État permanent* ne les a plus remis en cause une fois arrivé sur le trône. Je m'en accommodais, à vrai dire, en me rappelant l'extravagante instabilité ministérielle de la IV^e République. Le général de Gaulle tempérant la monarchie par les référendums en forme de roulette russe : si vous dites non, je m'en vais. Ce qu'il fit, du reste, en 1969. Mitterrand innova autrement : en admettant, après des élections perdues par son parti, pouvoir « cohabiter » avec un Premier ministre issu d'une nouvelle majorité. Il aurait pu ruser, prendre un chef de gouvernement dans la société civile qui eût gouverné sans majorité, jusqu'à son renversement par une motion de censure, auquel cas il restait au président l'arme de la dissolution. On pouvait faire confiance à Mitterrand pour improviser un scénario tordu propre à damer le pion à l'adversaire. Non ! il joua le jeu de la démocratie parlementaire et désigna le chef de l'ancienne opposition devenue majorité, Jacques Chirac. C'était inédit. Ce n'était pas une formule idéale. En son temps, de Gaulle avait dénoncé toute dyarchie à la tête de l'État, dont il était le chef sans partage, le Premier ministre n'étant que le premier des ministres, *primus inter pares*. Le cas de figure survenu en 1986 se renouvela en 1993, comme si les socialistes ne pouvaient rester au pouvoir deux mandats consécutifs.

Tout cela n'était pas sans importance pour les Français, mais ne pesait guère au regard de l'immense événement qui se produisit au cours de ces années : la chute du communisme, l'éclatement du bloc soviétique et l'implosion de l'URSS. On ne mesure pas aujourd'hui, surtout les nouvelles générations, ce que fut ce retournement d'histoire. Dans les esprits, le système instauré en Russie par Lénine paraissait intangible : une donnée immédiate et immuable de la géopolitique. Le monde depuis 1945 était partagé en deux blocs, armés jusqu'aux dents, et leur face-

à-face soumettait le reste de la planète. L'incroyable bouleversement accompli, on put rêver, comme jadis Emmanuel Kant ou l'abbé de Saint-Pierre, à une paix perpétuelle. Une sorte de « fin de l'Histoire » se réalisait par la victoire tous azimuts de la société libérale et démocratique – un modèle sur lequel, s'ils ne l'avaient encore fait, s'aligneraient tous les États du monde. Il fallut vite déchanter, mais il reste que, lors de ces « Années Mitterrand », les cartes furent rebattues et redistribuées comme on n'avait jamais pu l'imaginer.

J'invite à lire ce journal comme le fameux miroir stendhalien au long de la route. Il nous replonge dans un passé qui n'est pas si lointain, mais dont nous avons oublié maint épisode. Son seul mérite, à mon sens, est d'être collé à son époque, d'en être un élément, bref de chercher à s'en saisir de l'intérieur. Il n'est pas rétrospectif ; il reflète, avec une subjectivité assumée, l'esprit d'un temps perdu, que j'imagine un peu retrouvé grâce à ces notes rédigées souvent à la diable.

Lundi 11 mai. — Grand calme, sauf à la Bourse, où les valeurs françaises prennent l'eau.

On continue à fêter la victoire de Mitterrand, mais discrètement, sans triomphalisme, sans excès d'aucune sorte.

Les communistes suivent le mouvement, veulent être de la « majorité ». Ils ne profèrent plus de paroles menaçantes, ils ne formulent plus d'exigences : ils émettent des vœux. Ils sont sonnés : la victoire du candidat socialiste a été obtenue malgré eux. Ils n'ont plus droit aux contremarches, ce serait se suicider ; ils savent aussi que dans le mouvement même ils ont perdu l'initiative. Les voilà présentement sans ligne propre, perplexes.

Mardi 12 mai. — En fin d'après-midi, je rencontre Emmanuel Le Roy Ladurie au carrefour Duroc, où il descend de son vélo. Il « m'invite » à prendre un verre – dont je paierai l'addition, comme d'habitude. Il a voté Giscard mais ne s'émeut pas de la victoire de Mitterrand. Il se félicite de l'effondrement, provisoire ou définitif, du PC. Et nous voilà tous les deux, lui de droite moi de gauche, devant un verre d'entre-deux-mers, rêvant qu'à tout jamais l'hégémonie socialiste réduise le parti communiste à peau de balle.

Mercredi 13 mai. — Ce matin s'ouvre à la Maison de la Chimie le colloque organisé par François George sur le « stali-

nisme français ». L'intervenant qui me fait la plus forte impression est Chaintron. Vêtu de velours noir et de chaussettes rouges, une belle tête chenue au regard sombre, il parle avec une éloquence d'autodidacte savant et de militant historique. À côté de lui, Pierre Hervé, massif, la tête carrée, le débit assez lent, s'impose par la densité de son témoignage, ses anecdotes et une sorte de patine humaniste. Jean-Pierre Vernant, qui préside, en impose lui aussi par sa personnalité d'ancien résistant et de savant.

Seule fausse note : une intervention de Pierre Vilar. Marxiste mais non communiste : il n'a jamais pu, dit-il, appartenir à un parti de curés et de militaires. Il n'empêche que c'est lui qui se montre le plus compréhensif, dans le style : les staliniens étaient des bêtes, oui, sans doute, mais n'oubliez pas ce qu'il y avait en face... Comme si ceci devait justifier cela.

Crise à *L'Express*. Jimmy Goldsmith, président du groupe, a décidé de licencier Olivier Todd, pour avoir soutenu Mitterrand. Selon *Le Monde*, Goldsmith veut faire de *L'Express*, « un journal de combat contre la gauche ». Jean-François Revel, se solidarissant avec Todd, donne sa démission. J'écris à Todd, à Revel, pour les féliciter, et à *L'Express* pour me désabonner.

Attentat contre Jean-Paul II. Sa vie ne serait pas en danger. D'où cela vient-il ? Liban ? Pologne ? Kadhafi ? KGB ? On se perd en conjectures.

Jeudi 14 mai. — Colloque « stalinisme français ». Je préside la séance de ce matin. Deux exposés : celui de Dominique Colas qui s'applique à démontrer que le stalinisme était en germe avant Staline, qu'il est déjà contenu dans le léninisme – proposition devenue banale mais qu'il applique au cas français ; ensuite, l'exposé de Jorge Semprun, ancien membre du Bureau politique du parti communiste espagnol de 1954 à 1964 : il traite des liens PCF/URSS, sans oublier ses souvenirs personnels.

Georges Lavau, qui était présent, me dit qu'à son avis le PC ne devrait pas récupérer plus de 30-35 sièges aux prochaines législatives.

Déjeuné avec Philippe Ariès chez Françoise. L'élection de Mitterrand n'affole guère le « réactionnaire » qu'il est. Il est plutôt content de la défaite de Giscard, dont le modernisme libéral n'est pas de sa chapelle.

Vendredi 15 mai. — Au Seuil. François-Régis Bastide très nerveux ce matin. Il est des quelques centaines de « fidèles » ministrables, sous-ministrables ou sous-sous-ministrables. Tout un monde qui, depuis dimanche, ronge son frein, guette le téléphone angoissé, ne dort plus. Je lui demande s'il peut avancer quelques noms. « Tu es fou ! Tu ne le connais pas (Mitterrand) ! C'est un sphinx. Et dis-toi bien qu'à l'heure actuelle il doit être assez heureux de faire mariner tous les types qui jouent des coudes – et ceux même qui sont le plus proches de lui. »

Il paraît que Régis a une *grande* ambition. Diable !

Au cours du pot organisé par Annie en faveur du nouveau septennat, je discute avec Hervé Hamon et Patrick Rotman qui viennent de remettre au Seuil un manuscrit sulfureux. Pour le titre, ils pensent à : *Les Intellocrates*. Étude mi-sérieuse mi-caustique sur les « circulateurs d'idées ». François Wahl est dans tous ses états car ils auraient fait la part trop belle au « réseau » *Esprit* et se seraient payé la tête de Sollers-*Tel Quel*. Il leur a envoyé un mémorandum menaçant. Chodkiewicz, patron du Seuil, réagit plutôt bien, il veut consulter papa Flamand. Or Flamand risque d'être bien embarrassé par les flèches que nos deux compères ont décochées à notre brillant « prix Lénine » et président de l'académie Goncourt, l'ineffable et fécond Hervé Bazin. Jean-Marie Borzeix, responsable du littéraire au Seuil, me souffle ses inquiétudes. Tempête annoncée.

La crise de *L'Express* continue. Jacques Derogy vient de se déclarer solidaire de Todd et Revel. Tout est suspendu – enfin, toute la suite – à un lit de clinique : celui où se tient pour le moment Raymond Aron qui vient d'être opéré. On murmure que Revel et les autres démissionnaires pourraient joindre leurs forces à celles des futures démissionnaires du *Monde* (ceux qui

refusent la direction prochaine de Claude Julien) pour fonder un nouvel hebdo.

Libération, la peau toute neuve, reparaît depuis mercredi. C'est heureux au moment où *Le Matin* risque de devenir le béni-oui-oui du PS et où *Le Quotidien*, au contraire, s'affirme plus nettement à droite (cf. les récents éditoriaux de Tesson).

Julliard se fait attaquer dans *Le Matin* d'aujourd'hui par le répu gnant Jean-Edern Hallier. Hamon, Rotman et moi lui conseillons de ne pas répliquer à ce folliculaire complètement discrédité. Jacques a l'air affecté. Devant moi, il prend conseil par téléphone auprès de « Jean ». Daniel semble le rassurer paternellement et lui donne le même conseil de laisser aboyer le coyote.

Samedi 16 mai. — On annonce un sondage à paraître dans *Le Point* selon lequel les socialistes obtiendraient 36 % des voix aux législatives et le PCF... 13 %. C'est trop beau pour y croire. Si cela était, il faudrait donner un grand coup de chapeau à Mitterrand.

Au demeurant, la partie ne serait pas gagnée définitivement. Dans *L'Invention démocratique*, publié peu avant la présidentielle, Claude Lefort écrivait : « les forces respectives des deux partis ne se mesurent pas à l'ampleur de leur clientèle électorale. Elles tiennent à leur capacité d'implantation dans les secteurs organisés de la société [...] : d'un tel point de vue, le PS ne fait pas le poids. » Dans le même texte, Lefort considère comme excessif le prix payé par les socialistes de leur redressement électoral. Non seulement, les socialistes ont dû concéder des mairies et non des moindres à leurs partenaires-rivaux aux dernières élections municipales ; de manière plus grave, ils se sont dispensés de toute analyse critique sur la *nature* du PCF, tout en faisant apparaître celui-ci sur la scène française « comme un parti démocratique » (p. 135).

Pour le moment, les socialistes ont l'air de tenir un langage clair aux communistes – notamment sur la présence russe en Afghanistan. Mitterrand lui-même, dans son livre *Ici et mainte-*

nant, s'est montré d'une intransigeance inattendue face à l'URSS et au PCF. Reste que le parti communiste n'est pas encore moribond et que les prochaines législatives peuvent être l'occasion de certaines concessions – de *silences* nécessaires de la part du PS.

C'est pourquoi il me semble que les intellectuels, au lieu de se rallier à la majorité actuelle et devenir les intellectuels organiques de la gauche au pouvoir, doivent garder leur point de vue critique, dire très haut ce que les politiciens ne peuvent avouer autrement qu'à voix basse ; constituer un pôle de résistance à toutes les tendances pouvant, directement et indirectement, renforcer les appareils étatiques, les bureaucraties et la prise du PCF sur différentes sphères de la société civile. Il me semble qu'un des axes de cette vigilance critique devrait porter sur les projets de nationalisations. Le socialisme d'État, le socialisme par le haut ont toujours été la plaie du mouvement socialiste.

Dimanche 17 mai. — Pluie battante. Katy nous reçoit à Précy, dans l'Oise. Ancienne résistante, ami de Galtier-Boissière, grande bourgeoise d'esprit ouvert, elle se méfie de Mitterrand. Il y avait avec nous le maire-médecin de Mouy et sa femme. Nous nous sommes efforcés de retourner Katy en faveur de Mitterrand.

Lundi 18 mai. — Enfin le ciel est bleu. Vais déposer chez François Maspero les *Mémoires d'un communiste* de Jean Allemane, mon introduction, mes notes, ma postface. Il en prévoit la publication en octobre prochain. Maspero : qui dira la douceur de cet éditeur incendiaire ? Sa voix, ses manières, sa civilité me font penser aux distingués frères Reclus, des anarchistes policés.

Mardi 19 mai. — À la sortie du comité de lecture, Jacques Julliard, devant un café, me dit son intention de réunir régulièrement de façon informelle une quinzaine d'amis, plus ou moins « rocardiens », pouvant exercer, au moment où on joue des coudes partout et au-delà, un certain rôle de vigilance critique à l'intérieur de la nouvelle majorité. Bref, résister aux séductions

du pouvoir – les intellectuels ayant une autre fonction à assumer qu'à occuper des postes. Je lui dis mon intérêt et mon accord.

Au comité de rédaction de *L'Histoire*, nous parlons plus de l'actualité que de nos prochains numéros. Jean-Noël Jeanneney est assez tenté par l'idée de se présenter aux législatives, en Haute-Saône, contre le député sortant UDF. La circonscription étant très rurale, nous taquinons JNJ sur les adaptations nécessaires. Comment ce professeur de Sciences Po, aussi peu crotté que possible, serait-il accueilli par les agriculteurs du coin, fût-ce avec l'étiquette gauche radicale ? Jean-Pierre Rioux tempère nos espoirs solidaires : jamais la fédération PS de la Haute-Saône, acquise au CERES, ne permettra à un MRG de se présenter à la place d'un socialiste. Jean-Noël évoque son éventuelle aventure avec un merveilleux sens de l'humour, l'appétit de la nouveauté plutôt que l'ambition. Jean-Pierre, un peu ronchon, moralise contre les « parachutés » de Paris : « Il faut comprendre ces militants... »

Au déjeuner du comité pris au Morvan (c'est opportun au temps de Mitterrand, l'homme de Château-Chinon), la discussion repart de plus belle, enrichie par l'arrivée de Jean Lacouture, dont le *Mendès France* a pris un joli départ en librairie. On pronostique toujours Pierre Mauroy comme Premier ministre.

Mercredi 20 mai. — Mon article « La gauche et les Juifs » a rencontré un certain écho. L'ont signalé avec sympathie *Le Nouvel Observateur*, *Le Canard enchaîné*, *Le Matin*, *L'Arche*, *Tribune juive*... Un lecteur m'a adressé une lettre furibonde, m'accusant de « racolage » pour Giscard. Comme disait l'autre, depuis Adam les imbéciles tiennent la majorité.

Dernier conseil des ministres de la présidence Giscard. Celui-ci va s'incliner sur la tombe du Soldat inconnu. Très entouré, très applaudi. Ses fidèles entonnent : « Ce n'est qu'un au revoir... » Hier soir, le président sortant a parlé une dernière fois à la télévision. « Il était lugubre, me dit le dentiste chez qui je me rends aujourd'hui. Il a pris un coup de vieux. C'était pitoyable. »

Manifestement, le choc est rude. Giscard, à qui tout a souri jusqu'ici, n'a jamais pu envisager sa défaite. Lui, si intelligent, si brillant, si bon élève et si bon maître, comment les Français l'eussent-ils abandonné? Précisément, il était trop peu à l'écoute de l'opinion, trop imperméable au sens populaire, trop homme de caste. Avec Mitterrand, les citoyens ont senti que c'était une part d'eux-mêmes qui accédait au pouvoir. Choisir Pierre Bérégovoy comme secrétaire général de l'Élysée, au lieu d'un énarque lambda, voilà tout un symbole.

Jeudi 21 mai. — Le grand jour. Devant la télé dès 9 h 30. La passation des pouvoirs s'effectue dans la dignité – à ceci près qu'à la sortie du palais présidentiel Giscard est pris à partie par ce que chez mes modestes parents on appelait « la racaille ». Ces cris intempestifs (certains ont même crié « à mort ! ») ont indigné bien des gens présents. Solide continuité de la bêtise.

Cet incident mis à part, je suis convaincu du bonheur qu'a ressenti la majorité des Français. Non seulement à cause de l'intro-nisation du vainqueur, mais parce que le relais a été passé avec *fair play* de la main du vaincu à la main du vainqueur. C'était la fête de la démocratie pendant toute cette matinée. Respect du suffrage universel, respect des institutions. Je suis sûr qu'au fond d'eux-mêmes, la plupart d'entre eux, même les plus ignorants, ont éprouvé une certaine forme de grandeur républicaine quand le président sortant et le nouveau président ont échangé une poignée de main sur le perron de l'Élysée au regard des nations.

Et puis, en fin d'après-midi, ce fut la fête de la gauche. La cérémonie du Panthéon avait un caractère grandiose (grandiloquent, diront d'autres). *L'Hymne à la joie* et *La Marseillaise* exécutés par l'Orchestre de Paris, Mitterrand une rose à la main sous la voûte immense du Panthéon, allant s'incliner devant les tombes de Jean Moulin, de Victor Schœlcher et de Jean Jaurès... Tout cela avait de la gueule. Pascal Ory peut être satisfait, lui qui a été le conseiller historique de cette cérémonie.

Mardi, Jean-Marie Domenach, bombant le torse : « Les journaux ont dit que Mitterrand mesurait 1,72 m. Ce n'est pas possible, non, pas possible. Moi, je mesure 1,72 m, je peux vous dire que je suis plus grand que lui. Au mieux, il fait 1,68 ! » Plus Tartarin que jamais, il a épinglé depuis un mois dans son bureau, derrière son siège, une immense affiche écrite en espagnol, dans laquelle son nom s'inscrit en lettres énormes. Il s'agit d'une conférence qu'il a donnée à Pampelune ou à Saragosse. Denise, sa secrétaire, s'amuse en découvrant la mine effarée que je prends en découvrant la « chose ». J'imagine la tête des visiteurs, assis devant notre homme, le chef auréolé de son nom en lettres d'affiche électorale.

Vendredi 22 mai. — La cérémonie d'hier, celle du Panthéon, a provoqué les quolibets. Cherki se moque aujourd'hui de la mégalomanie de Mitterrand. Guillebaud a trouvé ça « rétro ». Je dois être naïf pour avoir apprécié ce réinvestissement des symboles républicains. Mon côté « la République nous appelle... »

Mardi 26 mai. — Les premières critiques sont lancées contre le nouveau président et son gouvernement. Jacques Ellul, dont l'esprit apocalyptique a le don de m'énerver, affecte de juger que « rien d'important » n'a eu lieu le 10 mai dernier, dans la mesure où Mitterrand et les siens sont hors d'état de régler les trois « questions de fond » : 1. Le rapport Nord-Sud. 2. La croissance de « l'État-nation bureaucratique ». 3. La croissance industrielle indéfinie.

Il explique cela dans *Le Monde* de ce soir, au-dessus d'un article d'Alfred Grosser, intitulé « La déception et l'inquiétude » – un article assez plat (comme souvent hélas chez Grosser) mais qui débute de but en blanc : « Le départ n'est pas bon. » Les griefs présentés sont nettement plus terre à terre que chez Ellul, mais le ton est donné.

Toutefois, la meilleure mise en garde du jour a été écrite par Paul Thibaud dans *Libération* : « Au-delà du "réalisme socia-

liste” ». On y lit notamment : « il serait vain de croire qu’une stratégie qui a fait l’impasse sur des enjeux aussi importants que la critique du totalitarisme ne laisse pas de traces, au niveau surtout des militants politiques bercés par des textes aussi navrants que le programme commun et le projet socialiste. » Et de rappeler « la règle soljénitsienne de non-participation personnelle au mensonge » – règle qu’appliquent les ouvriers polonais de Solidarité. Dans un post-scriptum illustrant son propos, Thibaud critique la regrettable absence, à la cérémonie du Panthéon, des représentants « des peuples d’Europe de l’Est : pas de Milosz, pas de G. Konrad, pas de Zinoviev, pas de Kundera... »

Ce matin même, dans *Le Quotidien*, un écrivain ou journaliste de nom espagnol prenait plus violemment à partie Mitterrand sur ce thème. On a vu des écrivains cubains, des anciens staliniens, etc. et pas un seul dissident de l’Est – et Dieu sait si l’on en avait à la portée de la main en France !

Vous avez raison, Messieurs, mais, de mon humble point de vue, je demande encore un peu de patience. Les nominations de l’ancien préfet Grimaud et du syndicaliste Monate au ministère de l’Intérieur sont de bon augure. La grâce accordée sans attendre au premier condamné à mort pour lequel on la demandait ne me paraît pas non plus négligeable. Certes, nous n’en sommes pas au jour de la rédemption civilisatrice, comme en rêve Jacques Ellul. Mais je demande que le dossier s’épaississe un peu pour juger. Nous ne sommes plus au temps des programmes ; la semaine des symboles est finie : nous allons juger aux actes.

Jeudi 28 mai. — Ascension. Je commence à faire le vide dans notre cave de Châtenay, remuant des paquets de vieux journaux entassés Dieu sait pourquoi puisque l’expérience prouve qu’ils ne servent jamais à rien, qu’il est toujours plus facile à Paris d’aller les consulter dans les bibliothèques publiques... De vieux bouquins aussi, des vieux papiers. Je brade quelques meubles aux Ricœur. Je n’éprouve pas le moindre brin de nostalgie.

Ma mésaventure de Châtenay m'aura rendu modeste quant à mon sens psychologique. Ma confiance trop aisément accordée, mon optimisme redoutable, un chiendent d'idéalisme juvénile sont cause finalement de mes déceptions. Il faudrait m'armer de scepticisme. Je n'en manque pas en politique, j'en suis dépourvu face aux individus.

Vendredi 29 mai. — Déjeuné avec Jean-Pierre Azéma à la brasserie du Lutetia. Parlons avec modération des premiers pas du gouvernement Mauroy. Je dis à JPA mes deux soucis du moment : 1. Que les socialistes au pouvoir ménagent le totalitarisme (la présence de Debray à l'Élysée crée le doute à ce sujet). 2. Que, par démagogie, ils ne soient pas assez fermes dans la construction de notre indépendance énergétique (on vient d'annoncer qu'on suspendait l'étude d'installation de la centrale nucléaire de Plogoff). Mais tout reste suspendu aux résultats des prochaines législatives.

Coup de téléphone ce soir de Jean-Marie Borzeix. Il m'apprend que Chodkiewicz a finalement renoncé à publier le livre de Hamon et Rotman (*Les Intellocrates*), cédant ainsi à la pression des « littéraires ». Bastide aurait mis sa démission dans la balance. Mais, la décision prise, c'est Julliard, désavoué, qui remet sa propre démission. Je n'y crois qu'à moitié. Cela dit, cette histoire (inachevée) indique la tendance : la maison est bien entrée dans le système ! Du jour où la direction a mis le doigt dans l'engrenage des prix littéraires, le Seuil a abdiqué une bonne partie de son indépendance et de sa probité. La question posée : comment une maison endettée, responsable de 250 salariés, peut-elle maintenir son anticonformisme dans une mauvaise conjoncture économique ?

Retour de Raymond Aron dans *L'Express* d'aujourd'hui. Son analyse de la situation est sans originalité. Mais où Aron est franchement décevant, c'est dans la version qu'il donne de la crise récente de *L'Express*. Je trouve – vu de loin – qu'il n'a pas été vraiment digne dans cette affaire. Il se devait d'être solidaire de

Jean-François Revel. Il avale trop aisément les justifications de Goldsmith. Lui qui avait incarné le sursaut des intellectuels face aux patrons de presse abusifs, lors de l'affaire Hersant au *Figaro*, le voilà comme réjoui des coups de force de ce butor directorial qui font de lui, Aron, le seul directeur politique de l'hebdo.

Lundi 1^{er} juin. — Deux hebdomadaires sur trois ont fait leur couverture de la semaine avec le portrait de Jacques Delors. Titres : « Delors sur la corde raide » (*Le Point*), « La bataille du franc » (*L'Express*). *Le Nouvel Observateur*, lui, nous ressort du Mitterrand : « Comment Mitterrand entend gagner » (les législatives), mais les autres titres de la couverture ne sont pas éloignés des préoccupations de Jacques Delors : « Le coût des mesures sociales. – La peur des chefs d'entreprise – La hausse des prix. L'inflation – Le lourd héritage de Giscard. »

Un sondage du *Point* confirme ce que nous savions des intentions de vote au premier tour des législatives : PS/MRG : 36 % ; PC : 14 % ; PSU/ext. gauche : 2,5 %, etc. Pour le second tour, le report des voix de gauche sur l'hypothétique candidat communiste restant en lice ne se ferait pas toujours aisément. Conclusion : l'écart entre le PS et le PCF devrait être amplifié.

À cette heure, les communistes ont perdu toute espèce d'identité politique. Ils ne parlent plus que de « la gauche », que de la nouvelle majorité, auxquelles ils « appartiennent », etc. Dès lors, pourquoi voter pour eux ?

Esprit et *Le Débat* du mois de juin achèvent, par Thibaud et Nora, la descente en flammes de *L'Idéologie française* du maître-farceur BHL.

Mardi 2 juin. — Ce soir, ultime réunion aux Murs blancs. Assemblée générale des porteurs de parts, chez les Fraisse. Le patriarche est resté le même, gourmandant « Poulette » qui bavarde quand il a la parole... Le couple Domenach demande qu'on coupe deux érables qui leur interdisent, paraît-il, le soleil